



JEAN-MICHEL SERVET,
Professeur d'études du développement à IHEID

CRISE DE L'ENDETTEMENT

Nous persévérons dans l'erreur!

Qui, en 2007, a affirmé que la crise immobilière aux Etats-Unis se limiterait à la faillite de quelques sociétés? Qui a dit, après le krach boursier en septembre 2008, que les pays émergents prendraient rapidement le relais de la croissance et tireraient les pays développés hors de la récession? Qui a encouragé les Etats à intervenir pour renflouer les banques en faillite et relancer les économies selon des formes qui ont contribué... à creuser les déficits publics? Qui a justifié la liberté des bonus des traders? Qui incite à soutenir la Grèce pour empêcher le krach des établissements qui lui ont prêté, plutôt que de rééchelonner ses dettes et les déprécier? Réponse: les mêmes qui, aujourd'hui, préconisent une réduction drastique des dépenses publiques.

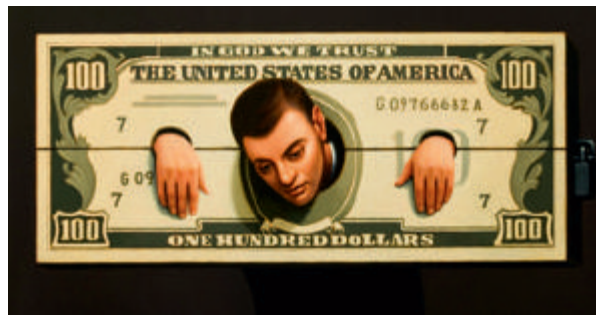
FREIN À L'INNOVATION

Pratiquées simultanément dans un grand nombre de pays, ces politiques ne pourront toutefois qu'exercer une pression déflationniste sur la demande globale. Elles empêchent de financer ou d'appuyer des innovations économiques et sociales. Le conservatisme empêche de penser à une épargne forcée ou une augmentation des impôts pour les tranches supérieures. Une préférence pour les créanciers incite à continuer à encourager des politiques anti-inflationnistes. Pourtant, une hausse annuelle des prix de 5% pourrait contribuer à alléger de moitié environ les dettes privées et publiques en dix ans.

Autre «vérité» largement répandue: les années 1990 et la première moitié des années 2000 seraient un paradis temporairement perdu. Elles auraient été «NICE», *a non inflationary constant expansion*. Double erreur là encore. Non inflationniste? Dans les indices de prix à la consommation et à la production, certes. Mais si les indices intégraient la bulle des prix des actions et de l'immobilier, on retrouverait l'effet inflationniste des surliquidités que les spéculations financières ont engendrées. Quant à l'expansion continue, elle est tout aussi illusoire. Force est de constater que la croissance s'est contractée si l'on compare les

taux de croissance durant les Trente Glorieuses à ceux des années 1980-2005, en retirant les données de la Chine et de l'Inde. Leurs politiques durant les vingt dernières années n'ont rien de néolibérales et ces pays ont connu des formes nouvelles d'interventionnisme. La croissance de l'Afrique à partir de 2006 à 2008 a été elle-même largement tirée par la demande chinoise.

Le modèle néolibéral, de plus en plus hégémonique à partir des années 1980, n'a pas favorisé la croissance. Il l'a freiné, et cela est une cause essentielle de déficits privés et publics. Cette période a été marquée, du fait de la mondialisation, par une exacerbation des désirs consuméristes. A cela s'ajoute une augmentation des inégalités. Or, les ménages à revenus élevés ont une propension moyenne à consommer moindre que les ménages à revenus inférieurs. L'affectation de cette part des revenus accrus pour les plus aisés s'est faite en privilégiant les placements spéculatifs, au détriment d'investissements productifs.



Le modèle néolibéral n'a pas favorisé la croissance. Il l'a freinée, et cela est une cause essentielle de déficits privés et publics.



MODÈLE CONSUMÉRISTE INCHANGÉ

Pour satisfaire cette tension entre besoins accrus et capacité réduite de dépenses, de larges fractions de la population dans de nombreux pays ont trouvé une solution dans l'endettement. Rien d'étonnant donc que, dans un modèle consumériste inchangé, cette crise ait affecté

des activités aussi traditionnelles que le bâtiment et l'automobile, financés à crédit. Compte tenu de la pression sur les budgets des ménages, la part des dépenses pour les nouvelles technologies (de l'environnement, de l'informatique, de la domotique, etc.) ne pouvait qu'être très

inférieure aux besoins. Incompatible avec les contraintes d'une reproduction des systèmes de production, d'échange et de financement, ce régime s'est ainsi révélé insoutenable tant d'un point de vue privé que collectif. L'aberration, aujourd'hui, est de persévérer dans l'erreur. ■

Jean-Michel Servet vient de publier «Le grand renversement. De la crise au renouveau solidaire». Paris, Desclée de Brouwer.

RÉAGISSEZ

Participez aux forums sur notre site bilan.ch